

et on ne doit avoir en vue que l'avenir de la profession. On ne doit nullement s'occuper des Facultés de Médecine. Et jusqu'aujourd'hui ce qui a paralysé les opérations du Bureau, c'est bien l'antipathie qui a régné entre les représentants de certaines écoles.

Pourquoi donc favoriser plutôt une institution qu'une autre au détriment de la Profession? Les droits des uns ou des autres prévaudront sans que le Bureau n'ait rien à y voir. Nous avons toujours pensé que le Bureau était établi dans l'intérêt de la profession seulement, et s'il en était autrement, à quoi serviraient les taxes que nous payons, si ce n'est à rendre notre position plus mauvaise. Pourtant, elle ne l'est déjà que trop, mais elle est susceptible à beaucoup d'améliorations, n'en doutons pas.

Si nous jetons un coup-d'œil chez nos voisins, nous voyons que les médecins y sont infiniment mieux protégés que nous. Ils ont des lois qu'ils font respecter. Nous, Médecins licenciés, pour Québec, nous n'avons pas le droit d'aller exercer notre profession dans Ontario, tandis qu'ici, à Québec, les rebouteurs, les ramancheurs, charlatans de toutes les espèces, y compris les sage-femmes, exploitent librement la crédulité publique.

Voilà comment notre loi nous protège, en ouvrant ses portes bien grandes à tous ceux qui veulent embrasser la profession ingrate de la médecine. Est-on refusé dans Ontario, où le Bureau ne se contente pas des degrés universitaires, mais exige que chaque candidat fasse ses preuves. Vite on passe à Québec, où on est certain d'être reçu avec reconnaissance par le Bureau de cette pauvre province, qui ne sait pas où placer tous ses médecins. Ce n'est pas ainsi que le Bureau attestera son égalité avec les Bureaux voisins, et ce n'est pas non plus par ce moyen qu'il réussira à établir la réciprocité. Le Bureau d'Ontario s'y refuse, et certes, il a bien raison.

Aussi, vous préparez à vos confrères bien des désillusions par cette conduite, et avant longtemps, nous verrons cette foule de médecins, (car déjà nous comptons un médecin par quelques cents habitants, sans compter les sage-femmes, les rebouteurs et les charlatans qui empestent la Province), après avoir sacrifié leur jeunesse et leur fortune pour l'étude de cette profession ingrate, être forcés de se livrer à toutes espèces de travaux pour fournir le pain à la famille. Ils n'auront plus un instant à accorder à l'étude. Où trouvera-t-on alors de bons médecins?

Ne dormez pas sur vos lauriers, Messieurs les Gouverneurs, vous n'avez pas encore assez mérité du public médical; vos travaux sont encore incomplets. Mettez-vous à l'œuvre avec une nouvelle ardeur.